

CONFIDENTIEL.

De quelques problèmes d'après-guerre.

(Deuxième étude)

1. Question d'ambiance.

En janvier 1943, nous rédigeons une " première esquisse de quelques questions d'après-guerre ". Six mois seulement ont passé, et pourtant l'ambiance, l'atmosphère, la " Stimmung " ont déjà passablement changé.

C'est ainsi, notamment, que l'intérêt général que le monde porte aux problèmes d'après-la guerre a sensiblement augmenté. C'est ainsi, également, que, dans divers domaines d'ordre politique, économique, financier et social, des projets concrets sont à l'étude et que d'autres sont déjà en voie de réalisation.

L'atmosphère s'est modifiée. En effet, sans vouloir prétendre que la fin du conflit soit en vue, on peut néanmoins affirmer, au terme de la quatrième année de guerre, que l'attitude de certains peuples et de certains gouvernements à l'égard de la paix s'est passablement transformée. Il semble bien que l'on soit en droit de parler d'une certaine lassitude. Il est des pays qui sont fatigués de la guerre ; des populations aspirent à la paix, et leurs gouvernements risquent même quelques démarches. Ces symptômes sont surtout manifestes chez les alliés de l'Allemagne et de l'Italie, en Finlande, en Hongrie et en Roumanie, mais aussi à Berlin et à Rome. Le peuple japonais donnerait, également, certains signes d'affaiblissement.

Les efforts faits par la Finlande pour sortir de la guerre et conclure avec l'U.R.S.S. une paix séparée ont duré des mois, toute la seconde moitié de 1942 et une bonne partie des trois premiers mois de 1943.

Pour ce qui est de la Hongrie, la présence de M. Tibor von Eckhardt aux Etats-Unis est un perpétuel motif de suspicion de la part des Etats voisins et des gouvernements alliés. De plus, une première prise de contact aurait peut-être eu lieu ce printemps à Cuchy.

En Roumanie, le maréchal Antonesco inspire confiance à Berlin, mais il n'en est pas de même de M. Mihai Antonesco. Là aussi un début de négociation aurait été amorcé à Ankara.

L'Italie a placé des ambassadeurs d'envergure en Turquie, en Espagne et auprès du St-Siège. Elle est constamment l'objet d'invites de la part des nations unies.

L'Allemagne même aurait cherché à entrer en pourparlers avec les alliés à Casablanca (14-24 janvier 1943), et il n'est pas impossible que des échanges de vue aient eu lieu, par personne interposée, entre le Reich et la Russie.

Autre indice : le ministre espagnol des affaires étrangères, le comte de Jordana, a prononcé, le 16 avril 1943, à Barcelone, un discours où, parlant au nom de l'Espagne, il a exprimé l'espoir " de voir le désir qui l'inspire de rechercher la paix, s'affirmer chez les hommes pondérés et équitables de tous les pays ".

Un mois plus tard, le 9 mai, à Almeria, le général Franco prononçait lui aussi un discours, dans lequel, élevant " la voix à l'unisson de celle du Souverain Pontife pour en appeler à la conscience des peuples ", il déclarait " qu'il est juste qu'avec le temps écoulé on pense à la paix ".

Les allusions que le chef du gouvernement espagnol et que son ministre des affaires étrangères ont faites à la paix peuvent avoir été interprétées à Londres et à Washington comme inspirées par le désir d'obliger l'Allemagne et l'Italie; elles n'ont eu aucun succès immédiat ; peu importe, elles ont été faites, et cela seul est déjà un signe des temps.

Dans le camp des alliés, le mot d'ordre est celui de la reddition sans condition ; mais dans celui des puissances de l'axe un certain appareil diplomatique est mis en place, manière d'antenne, destiné à capter les premières ondes favorables à un arrangement.

Le monde n'est pas entré du jour au lendemain dans la guerre ; de 1931 à 1939, les prodromes se sont multipliés ; de l'affaire du Mandchoukouo (1931) à celle de Pologne (1939), nombreux sont les accidents successifs qui ont ébranlé la paix. L'incendie s'est progressivement étendu.

Actuellement, un phénomène inverse se produit. La guerre n'est pas encore en régression, mais un certain état d'esprit plus favorable à la paix tend à s'instaurer.

Et cela déjà est un grand encouragement.

2. L'intérêt pour les questions d'après-guerre tend à se généraliser.

Du côté des puissances de l'axe, on peut parler d'une aspiration à la paix, d'un désir de paix.

Dans le clan des nations unies, de travaux en vue de l'après-guerre et de la paix.

Examinons successivement les points de vue des diverses puissances alliées et associées.

1. Etats - Unis.

Il y a six mois, notre première esquisse constatait que l'opinion publique en Angleterre portait un intérêt beaucoup plus ancien et beaucoup plus général aux questions d'après-guerre qu'aux Etats-Unis. Aujourd'hui l'Amérique, sur ce point comme sur tant d'autres, rattrape la Grande-Bretagne et même commence à la dépasser. Alors qu'à Londres des projets ont été formés et que des plans ont été échafaudés, les Etats-Unis, eux, ont passé immédiatement aux réalisations pratiques.

Le président Roosevelt a invité, au mois de mars 1943, MM. Cordell Hull, Sumner Welles, Norman Davis, président de la Croix-Rouge américaine, M. Myron Taylor, représentant auprès du St-Siège, le Dr Bowman, géographe de réputation, et le Dr Paslovsky, assistant spécial du département d'Etat, à se réunir une fois par semaine et à former un comité consultatif permanent à la disposition de la Maison Blanche.

Deux mois auparavant, en janvier, le chef de l'Etat avait fondé l'" Office of Foreign Relief and Rehabilitation Operations " et l'avait placé sous la direction de M. Herbert H. Lehman, ancien gouverneur de l'Etat de New-York.

Nous aurons l'occasion de revenir sur l'activité de M. Lehman et de son office au chapitre 5 qui sera consacré aux projets concrets et aux réalisations pratiques.

Le président n'est d'ailleurs pas seul, au gouvernement, à se préoccuper de l'après-guerre. Dans un de ses rapports, la Légation de Suisse à Washington décrivait la grande activité déployée à cet égard par chaque département. Elle ajoutait que chacun des membres du gouvernement était assisté dans sa tâche par un état-major d'experts spécialisés.

Le mouvement d'intérêt qui se limitait pour commencer au président, au vice-président, aux ministres et à quelques revues, Time, Life, Fortune, tend à se généraliser et, comme en Angleterre, à gagner les églises et le Capitole.

Les églises américaines (Federal Council of Churches) ont tenu, du 3 au 5 mars, dans l'Etat d'Ohio, à l'université wesleyenne Delaware, une conférence d'étude à l'issue de laquelle elles ont adressé à M. Roosevelt, ainsi qu'à d'autres personnalités politiques d'Amérique un message en faveur d'une paix juste et durable.

Le secrétariat du conseil oecuménique des églises - il a son siège à Genève : professeur A. Keller - a donné dans la presse suisse une assez grande diffusion à ce message dont nous nous sommes procuré le texte officiel.

Le conseil fédéral des églises américaines a d'ailleurs formé un comité qu'il a chargé de suivre les questions se rapportant à la paix et de les étudier.

Des tentatives ont été faites au congrès américain pour l'amener à définir sa position, surtout pour lui faire contracter des engagements qui le lient. Nous pensons, notamment, à la séance commune que les commissions des affaires étrangères de la chambre et du sénat ont tenue à l'occasion du séjour que M. Eden a fait à la fin de l'hiver aux Etats-Unis ; à une proposition présentée par le sénateur Gillette, en février, tendant à faire enregistrer la Charte de l'Atlantique par le sénat ; aux propositions des sénateurs

Ball et consorts (deux républicains et deux démocrates) relatives à la création par les nations unies d'un organisme qui serait chargé de coordonner et de diriger les travaux qu'effectue chacune de ces nations en vue de l'après-guerre.

La Maison Blanche est demeurée très prudente à l'égard de ces velléités. Deux motifs inspirent la conduite du président. Premièrement, son mandat expire à fin 1944, ce qui l'oblige à réserver l'avenir ; secondement, il se rend parfaitement compte que la dernière chose à faire est de demander au congrès américain de définir la politique future des Etats-Unis par des déclarations de principe. Aussi le Gouvernement se garde-t-il d'encourager les Gillette et les Ball, ce qui risquerait d'avoir pour effet de cristalliser l'opposition. Il paraît avoir fait choix d'une méthode différente, plus empirique, mais beaucoup plus habile. Elle consiste en ceci que les questions d'après-guerre sont divisées, fragmentées, sériées, et qu'elles ne sont présentées au parlement que par morceaux et par étapes. La loi prêt et bail date du 11 mars 1941 déjà et, depuis lors, plus de quarante pays en sont devenus les bénéficiaires et trente-et-un accords de lease and lend ont été conclus. La politique américaine se trouve par là même engagée.

Même manière de procéder en ce qui concerne le " Reciprocal Trade Act ".

Même façon encore à l'égard des " réalisations ". Le congrès n'a pas d'objection à ce que les Etats-Unis convoquent une conférence internationale chargée de traiter de la consommation et des besoins du monde (Hot Springs), ou, pour être plus précis, " des denrées alimentaires et des produits agricoles essentiels " (18 mai - 8 juin). La conférence formule des principes (que le président a acceptés au nom des Etats-Unis), dresse un programme et nomme une commission intérimaire dont le siège est fixé à Washington. Sur un point particulier, la politique américaine est un peu moins libre après Hot Springs qu'avant.

D'autres conférences sont d'ailleurs prévues : la

prochaine se tiendra en août ; elle sera consacrée aux secours d'après-guerre ; il s'en tiendra qui seront dévolues aux questions économiques ; d'autres aux questions financières ; d'autres encore aux questions de communication, etc.

Les buts ainsi poursuivis sont multiples. Les Etats-Unis contribuent à créer au sein des nations alliées et associées une psychologie favorable à la victoire. De même que l'Allemagne et que l'Italie ont cherché à anticiper sur le succès final et ont tenté d'instituer dès 1941 un nouvel ordre en Europe (le Japon en Extrême - Orient), l'Amérique n'attend pas les derniers résultats du conflit, elle manifeste dès à présent son intention d'organiser le monde avant la fin de la guerre. Par là l'isolationnisme est battu en brèche ; au lieu d'être abordé de front, il est morcelé, émietté. Une conférence comme celle de Hot Springs ouvre de grandes perspectives aux fermiers américains. Les premières cellules de l'administration du monde de demain s'installent aux Etats-Unis. La conférence de la paix est comme vidée d'une partie de sa substance. Le jour de la victoire, les nations unies, les Etats vaincus, les puissances neutres se trouveront devant des faits accomplis, devant un monde qui se sera fait alors même que les armes parlaient encore.

La politique américaine actuelle est à l'opposé de celle du président Wilson. Il y a vingt-cinq ans, tout a été fait à Versailles. Le chef de l'Etat a commencé par poser un certain nombre de principes généraux ; ces principes ont hâté la fin des hostilités ; ils ont ensuite inspiré le pacte de la Société des Nations et, dans une certaine mesure, bien faible, les articles des traités de paix ; enfin, les hommes d'Etat se sont efforcés de traduire ces principes et ces articles en fait et de façonner le monde à la lumière des pactes et des traités.

En procédant ainsi, la conférence de Versailles a agi suivant les normes d'une logique toute latine. Les " quatre grands " ont bien refusé de suivre dans leurs travaux un plan défini, la conférence elle-même a été un chaos, mais son résultat satisfaisait aux lois de la raison.

Rien de pareil aujourd'hui. En pleine guerre et fort de leur position qui les met à l'abri de tout danger, les Etats-Unis entreprennent une organisation anticipée du monde, sans plan apparent et ne paraissant obéir qu'aux circonstances et ne suivre qu'un principe, celui de l'empirisme.

La situation de l'Etat neutre peut s'en trouver profondément modifiée. En 1919, les hostilités avaient pris fin; un armistice était conclu; l'Etat neutre pouvait suivre les travaux de la conférence de la paix, défendre ses intérêts, s'y faire entendre.

Aucun moyen semblable ne s'offre à lui aujourd'hui. La paix s'élabore alors même que la guerre dure encore. Et quand les hostilités auront cessé, le monde de demain sera en grande partie déjà édifié.-

En procédant ainsi les Etats-Unis dépouillent l'isolationnisme de ses meilleures armes et ils font accepter à leurs alliés des solutions beaucoup plus favorables à l'Amérique, parce qu'elles interviennent en un temps où les nations unies ont un immense besoin du concours que le Nouveau Monde est seul à même de leur apporter.

2. Grande - Bretagne.

Nous nous sommes plus étendus, cette fois-ci, sur le rôle des Etats-Unis que sur celui de la Grande-Bretagne. En effet, l'intervention des Etats-Unis est relativement récente; elle est l'événement nouveau par rapport à la situation il y a six mois. Et surtout la méthode américaine s'écarte délibérément de la manière britannique qu'elle a pour effet de reléguer un peu à l'arrière-plan.

Rien d'ailleurs n'a sensiblement changé en Angleterre, où le premier programme de paix, celui du parti travailliste, date déjà du 9 février 1940, c'est-à-dire d'un moment où l'on se trouvait encore dans la " drôle de guerre ". Les hommes d'Etat continuent à consacrer à la paix à venir quelques paragraphes dans chacun de leurs discours; périodiquement un débat s'institue à la chambre des lords ou à celle des communes sur tel ou tel aspect particulier de l'après-guerre: châtiments à

infliger aux criminels de guerre ; politique coloniale ; assurances sociales ; questions financières ; organisation internationale ; les journaux allongent la liste des articles qu'ils consacrent à ces questions ; les centres d'études fonctionnent, qu'ils existent auprès des églises, des partis, des sociétés savantes ou des groupements économiques.

Quelques événements plus saillants que les autres ont cependant marqué les six derniers mois. Ce sont :

1. Le 2 décembre 1942, la publication du rapport de Sir William Beveridge sur un plan d'extension des assurances sociales et de la prévoyance sociale ; la discussion de ce plan, les 16, 17 et 18 février par la chambre des communes et son renvoi à un comité chargé, sous la direction de Sir W. Jowitt, ministre sans portefeuille, d'étudier la mise en pratique du plan, c'est-à-dire sa traduction en un projet de loi.

2. Le 2 février, le débat qui a eu lieu à la chambre des communes sur la politique économique et financière du gouvernement après la guerre, discussion à laquelle le chancelier de l'échiquier, Sir Kingsley Wood, et le président du Board of Trade, M. Dalton, ont pris part et qui est à l'origine du plan financier publié le 7 avril suivant sous la signature de Lord Keynes : proposition pour une union internationale de clearing.

3. Le discours-programme prononcé le 21 mars 1943 par le chef du gouvernement britannique, M. Winston Churchill, sur l'organisation du monde après la guerre et l'élaboration d'un plan de quatre ans à l'usage interne de la Grande-Bretagne.

4. La discussion qui s'est déroulée les 14 et 15 avril à la chambre des lords, à la demande de Lord Cecil, sur les relations internationales après la guerre.

5. La conférence annuelle que le parti travailliste a tenue du 14 au 18 juin et qui, comme les années précédentes, a été consacrée pour une bonne part aux problèmes d'après-guerre sur le plan national et international.

6. Le fait que le 21 juin 1943 un plan agricole de quatre ans a été élaboré.

La politique britannique en matière d'après-guerre diffère sur deux points de celle pratiquée par les Etats-Unis.

1. Alors qu'aux Etats-Unis l'isolationisme contraint la Maison Blanche à biaiser, à éviter les prises de position et à se cantonner dans le concret, les Anglais font le contraire. Depuis trois ans et demi, les déclarations de principe succèdent aux déclarations de principe, la mise à exécution restant subordonnée à la conclusion de la guerre et à la victoire;

2. les seuls plans complets, délimités et achevés qui aient vu le jour sont :

ou la contribution personnelle d'un grand économiste, Lord Keynes, à l'oeuvre de reconstruction économique du monde par la restauration d'un ordre financier international, l'Union internationale de clearing, étant entendu que cette contribution n'engage que son auteur et qu'elle figurera au nombre des documents préparatoires que le gouvernement britannique élabore en vue d'une conférence qui, elle, sera convoquée par les Etats-Unis et qui prendra rang parmi les réunions internationales dont il a été question à propos de l'Amérique ;

ou des contributions personnelles (plan Beveridge) ou gouvernementales (plan agricole) à l'étude de questions strictement nationales.

3. U.R.S.S.

Différente encore semble être l'attitude de la Russie. Les mots de planisme mondial en action traduisent assez exactement ce qui se passe aux Etats-Unis ; les termes de déclarations de principe, planisme international et national en projet expriment l'attitude de la Grande-Bretagne ; l'U.R.S.S., qui mène depuis deux ans un dur combat, concentre infiniment plus son effort sur la guerre et limite ses visées d'après-guerre à des buts d'intérêt strictement national: accès à la mer, frontières stratégiques, récupération des régions que les alliés lui ont enlevées en 1918 et en 1919 à la faveur d'un effacement momentané, conséquence de la révolution.

Les ambitions soviétistes intéresseraient la Finlande, l'Estonie, la Lettonie, la Lituanie, la Pologne, la Roumanie, la Turquie, l'Iran et la Chine.

La Finlande devrait s'attendre à des amputations au nord, dans la région de Petsamo ; à l'est, en Carélie orientale ; au sud-est, dans l'isthme de Carélie ; les îles Aaland seraient également convoitées par le Kremlin.

L'Estonie, la Lettonie et la Lithuanie sont revendiqués par l'U.R.S.S., qui considère que ces trois pays font déjà partie de l'Union à laquelle ils sont rattachés par un plébiscite. Il semble que la Grande-Bretagne consente à les lui abandonner ; telles seraient du moins les intentions de M. Eden. Le gouvernement américain, en revanche, n'aurait pas encore dit son dernier mot.

L'U.R.S.S. détient actuellement la moitié orientale de la Pologne et elle compte la garder. Ce malheureux pays, le seul qui ait à souffrir et des Allemands et des Russes, est une pomme de discorde dans le verger des nations unies.

La Roumanie doit s'attendre à être diminuée de la Bessarabie, et l'U.R.S.S. semble attacher une grande importance au contrôle de l'embouchure du Danube. Si réellement l'U.R.S.S. s'étendait jusqu'à ce fleuve, la Roumanie perdrait la moitié du littoral dont elle dispose maintenant sur la mer Noire.

La Turquie devra probablement envisager une révision du statut des Détroits ; l'Iran, une servitude soviétique ouvrant à l'U.R.S.S. un accès au golfe Persique ; la Chine, le sacrifice de sa province occidentale du Sin Kiang.

Si l'U.R.S.S. parvenait à ses fins en Iran et en Chine, la situation des Indes britanniques pourrait s'en trouver modifiée, plus encadrées qu'elles seraient à l'ouest, au nord et au nord-est par la Russie.

4. La Chine.

La Chine, elle aussi, se préoccupe des questions d'après-guerre. Mais l'oeuvre de reconstruction nationale absorbera la plus grande partie de ses forces. Il faut cependant envisager que le rôle qui a été joué jusqu'à présent par le Japon, celui de leader du nationalisme asiatique, sera revendiqué par la Chine, qui essayera de l'assumer.

Ce qui vient d'être dit des conceptions américaines, britanniques, russes et chinoises, pour se limiter aux quatre grands Etats qui, dans les plans alliés, seront les Etats leaders du monde, prouve que l'unanimité est loin de régner dans le clan des nations unies. Chacun a abordé les problèmes de l'après-guerre avec ses conceptions, ses méthodes, son dynamisme particulier, ses intérêts et sa politique.

Quelles vont être, par exemple, les réactions du planisme théorique des Anglais, subordonné qu'il était jusqu'à présent à la victoire, en présence du planisme en action tel qu'il est pratiqué à Washington ? Le planisme américain n'en est qu'à ses débuts ; une seule conférence s'est tenue jusqu'à présent, celle de Hot Springs (celle des Bermudes, qui a été consacrée au problème des réfugiés, ne concerne au fond pas l'après-guerre), et les informations dont on dispose ne permettent pas de se faire une idée de l'état d'esprit de la réunion, du comportement des délégations entre elles, de l'atmosphère qui a régné, des thèses qui se sont affrontées, des solutions qui ont prévalu.

La seconde conférence dans le programme américain, et qui doit avoir lieu au mois d'août, a pour thème essentiel la question des secours qui devront être apportés aux populations des pays occupés au fur et à mesure de leur libération. Dans ce domaine les Britanniques tenaient jusqu'à présent la tête du mouvement et leur Inter Allied Post War Requirement Bureau, qui date de septembre 1941, est bien antérieur à l'American Office of Foreign Relief and Rehabilitation Operations de M. Herbert Lehman, qui, lui, ne remonte qu'à janvier 1943 ; et surtout l'institution de Sir Frederick Leith Ross est de caractère international.

La conférence financière, qui figure également au programme américain, peut opposer de façon plus nette le projet anglais d'une union internationale de clearing et le projet américain d'un fonds international pour la stabilisation des changes.

Même situation en ce qui concerne les conceptions anglo-américaines, d'une part, et le point de vue russe, d'autre part. Comment concilier la Charte de l'Atlantique et les sacrifices territoriaux que le Kremlin semble vouloir imposer aux Finlandais, aux Baltes, aux Polonais, aux Roumains, aux Iraniens et peut-être

même aux Chinois ?

Cet état de chose, tel du moins qu'il nous apparait en ce moment, entraîne deux conséquences. L'une intéresse la conduite de la guerre, l'autre la position de l'Etat neutre.

La méthode américaine, qui consiste à organiser la paix sans attendre la fin de la guerre, expose le clan des nations unies au risque de divergences entre les alliés, ces divergences pouvant apparaître en cours même d'hostilités.

Du fait qu'il menace d'être moins uni après la guerre, le front des alliés peut s'en trouver moins cohérent alors que le conflit dure encore.

La conséquence pour l'Etat neutre est autre. Des vues unanimes rendent son action quasi impossible. Il ne lui reste plus qu'à s'adapter ou à admettre son exclusion. Des divergences, si elles éclatent, lui restituent une certaine liberté de mouvements et quelques possibilités de manoeuvres.

5. Les gouvernements alliés et associés.

L'intérêt général que le clan des démocraties porte aux problèmes d'après-guerre se manifeste en ceci, chez les puissances alliées autres que les quatre grands, que plusieurs d'entre elles ont chargé, à l'instar de Londres ou de Washington, des services gouvernementaux de suivre ces questions, ou qu'elles ont constitué des services ad hoc.

Tel est le cas de la Belgique ; de la France combattante ; de la Grèce ; de la Hollande ; du Luxembourg ; de la Norvège ; de la Pologne et de la Tchécoslovaquie.

Ces organes sont les suivants * :

Belgique : commission d'étude pour les problèmes d'après-guerre (4 juin 1942) ;

France : commission chargée d'étudier les problèmes d'après-guerre (2 décembre 1941) ;

* La liste en est empruntée à l'ouvrage " European governments in exile " publié par la Fondation Carnegie .

Hollande : un conseil de ministres coordonne l'activité des divers départements et il est assisté dans sa tâche par un comité de fonctionnaires :

Luxembourg : un bureau rattaché au ministère de la justice s'occupe de ces questions;

Norvège : un département spécial a été créé, fin 1942, le ministère des approvisionnements et de la reconstruction ;

Pologne : deux ministères s'occupent de la reconstruction de la Pologne et un troisième porte le titre de ministère des travaux préparatoires en vue de la conférence de la paix ;

Tchécoslovaquie : un institut tchécoslovaque de recherches a été constitué au sein du ministère des affaires étrangères.

6. Les pays neutres.

Les Etats-Unis, la Grande-Bretagne, l'U.R.S.S. et la Chine, les Etats alliés et associés ne sont pas seuls à se préoccuper du temps qui viendra après la guerre. Certains Etats neutres s'y intéressent aussi. Nous citerons le cas de la Turquie et nous nous étendrons un peu plus sur celui de la Suisse.

Turquie.

Le 16 juin 1943, le président du conseil de Turquie, M. Saradjoglou, a fait la déclaration suivante * : " Nous découvrons entre nos opinions, les vues américaines et les déclarations des hommes d'Etat américains une affinité telle que nous les considérons comme nôtres. C'est pour ces motifs que nous sommes résolus à apporter de toute notre force toute notre contribution et à participer en tout état de cause à tous les courants, à toutes les activités qui, dans les efforts d'après-guerre, auront pour but de supprimer les possibilités de guerre et reconnaîtront aux hommes ainsi qu'aux nations le droit à l'égalité et à la liberté ".

* D'après le texte publié par l'agence d'Anatolie, dont le directeur est M. Menemencioglou, frère du ministre des affaires étrangères.

Suisse.

Nous sommes dans l'ignorance de ce qui se fait en Suède, mais, pour ce qui est de la Suisse, l'intérêt est très grand.

Trois symptômes sont particulièrement caractéristiques.

Premièrement, le nombre des articles de presse, des études de revues et des publications qui paraissent dans notre pays et qui sont consacrés à l'après-guerre dans son ensemble ou à tel ou tel aspect particulier de cette question est considérable.

A lui seul le plan Beveridge a suscité, à notre connaissance, deux ouvrages, l'un dû à la plume de M.E.P. Rimensberger de l'Union syndicale suisse, et intitulé : "Qu'est-ce que le plan Beveridge ?" ; l'autre écrit par le professeur Edgar Milhaud sous le titre : "Le plan Beveridge".

En outre, une maison d'édition, celle de la Baconnière, lance une série d'ouvrages dont les quatre premiers ont paru :

"Grandes puissances et organisation du monde", du professeur Charles Burky ;

"Regards vers la paix" de Léopold Boissier ;

"Au service de la paix", l'idée fédéraliste, par R. Silva ;

"Trois expériences fédéralistes" par Edmond Privat ;

Quelques brochures méritent également d'être citées :

"Der Wandel des amerikanischen Bewusstseins und seine Bedeutung für Europa" (Swiss-American Society for Cultural Relations) du professeur A. Keller ;

"Was kommt nach dem Kriege ?" par E.F. Rimensberger.

Les articles de revues sont fréquents. Il en paraît dans la "Neue Schweizer Rundschau" ; dans les "Cahiers protestants" ; dans la "Suisse contemporaine", etc.

Deuxièmement, il existe déjà quelque chose que l'on peut appeler des centres de documentation, alors que d'autres sont plutôt tournés vers l'action.

* Tous ces ouvrages ont été acquis par le Département où ils ont été lus et analysés.

L'Union syndicale suisse est un de ces centres de documentation et d'action ; l'Union suisse des paysans (voir l'intervention du professeur Laur à la conférence de Hot Springs en faveur d'une politique agricole d'après-guerre) ; la Société suisse de recherches conjoncturelles, à Zurich, dont le directeur est M. Böhler ; la Société suisse de droit international (voir la conférence du professeur Näf sur l'idée de fédération) ; les Archives économiques suisses, à Bâle (professeur Wagner) ; l'Université commerciale de St-Gall (conférence des 31 mai au 1er juin sur l'après-guerre, le tourisme et le trafic, avec exposés du Dr. W. Röpke).

Quelques manifestations publiques ont aussi eu lieu organisées par Europa Union (Dr Hans Bauer, Bâle), à Lucerne ; à Berne, le 2 février, par le Rassemblement universel pour la paix ; à Genève, par le Mouvement populaire suisse en faveur d'une fédération des peuples.

Mais il y a plus que cela. Pour la première fois depuis quatre ans, l'après-guerre a fait l'objet de déclarations gouvernementales aux Chambres fédérales, en juin 1943 ; le 17, au Conseil national, de la part du Conseiller fédéral M. Pilet-Golaz, chef du Département Politique ; le 23, devant le même conseil, par le Conseiller fédéral M. Stampfli, chef du Département de l'économie publique.

Le chef du Département politique s'est exprimé en ces termes :

" Notre préoccupation première c'est de maintenir l'indépendance et la neutralité du pays, son existence dans la paix. Notre deuxième préoccupation - je les série dans le temps beaucoup plus que dans l'ordre d'importance - c'est d'assurer à la Suisse sa place dans le monde de demain, ce monde que nous ne connaissons pas encore, ce monde qui s'enfante dans la douleur et dans quelle douleur ! Nous songeons autant à demain que nous travaillons pour aujourd'hui. Et je puis assurer M. Rusca qu'à moins que décidément le destin ne nous soit contraire, nous ne serons pas absents lorsque sonnera l'heure où ce destin se fixera. Jusqu'à maintenant, la Suisse n'a jamais été absente, elle ne le sera pas non plus dans l'avenir ; et si vous devez, Messieurs, nous demander quelle sera notre attitude quand les

problèmes de l'après-guerre se poseront, vous vous direz que nous appliquerons les principes qui furent toujours les nôtres : la liberté, l'autonomie, le respect des personnalités, qu'il s'agisse d'Etats, qu'il s'agisse d'individus, la solidarité aussi, la conciliation et la compréhension. Personne plus que la Suisse ne saluerait, si elle apparaissait, une organisation internationale faite pour la tranquillité, pour la prospérité et le bonheur de l'humanité.

*Ne pas
état. guerre*

Quant au chef du Département de l'économie publique, il a déclaré au début de son exposé :

" Les problèmes économiques et sociaux sont à l'ordre du jour, en Suisse comme à l'étranger, et plus on espère prochaine la fin de la guerre, plus on voue d'attention aux réformes de cet ordre. Toutefois, dans les pays en guerre, ce souci est dominé par le dilemme de la vie ou de la mort. Il est naturel qu'on entretienne chez nous de semblables préoccupations, mais il ne faut pas oublier que la guerre n'est pas finie, qu'elle peut apporter encore beaucoup de surprises et que nous devons pas nous détourner de nos tâches essentielles. Il sied de procéder par étapes, mais il est évident que nous sommes à un tournant."

Les deux chapitres qui précèdent peuvent se résumer en ces quelques " thèses " :

- 1) L'Allemagne, l'Italie, le Japon et les pays alliés manifestent un certain désir de paix.
- 2) Les puissances alliées et associées, elles, préparent dès à présent la paix.

Il faut à cet égard distinguer entre deux périodes : la première, qui s'étend de 1940 à fin 1942, est caractérisée par le fait que ce sont surtout les Anglais qui s'intéressent aux questions d'après-guerre, mais de façon plutôt théorique, sans envisager autre chose que des projets, l'approbation de la conférence de la paix demeurant réservée; la seconde, qui a commencé cette année, nous paraît caractérisée par l'intervention des Etats-Unis, avec cette différence que le programme est mis immédiatement en exécution, c'est-à-dire avant même la fin des hostilités.

- 3) Chacune des quatre grandes puissances alliées a sa conception de l'après-guerre et leurs vues accusent pour le moment entre elles de grandes divergences.

4) L'intérêt que suscite l'après-guerre a gagné les gouvernements de nombreux Etats alliés.

5) Cet intérêt n'est pas moindre dans notre pays.

3. La guerre atténue certaines différences.

La paix de Versailles a divisé le monde en puissances satisfaites et en Etats non satisfaits. L'entre-deux guerre a approfondi le fossé en greffant sur cette première différence des questions de régime politique et des problèmes idéologiques.

La guerre n'a pas peu contribué à niveler ces différences. Tous les Etats en guerre connaissent du plus au moins la mobilisation, le service militaire et la bataille. Beaucoup d'entre eux ont fait l'expérience des bombardements. Tous subissent des pertes et connaissent la souffrance et le deuil.

Les nécessités de la guerre ont contraint les idéologies à s'adapter aux réalités : l'armée russe s'émancipe du contrôle politique ; l'armée allemande s'est démocratisée ; une hiérarchie est réintroduite dans la diplomatie soviétique ; la "carrière" anglaise se réforme.

Mais surtout tous les Etats font connaissance, du plus au moins, avec les restrictions et avec l'économie dirigée.

Le système monétaire allemand a fait scandale. Sur quoi peut-on baser une monnaie sinon sur l'or, disait-on. Et actuellement, les trois-quarts de l'or du monde sont aux Etats-Unis. Et les gouvernements se demandent s'ils le reverront, quand ils le reverront et à quelles conditions.

L'économie dirigée, introduite pour commencer en Russie, en Italie, en Allemagne, est florissante aujourd'hui en Grande-Bretagne et aux Etats-Unis.

Le planisme, création des Russes, reprise par les Allemands, a conquis le monde. Le premier ministre de Grande-Bretagne a consacré son grand discours du 21 mai à la description d'un plan de quatre ans. Le ministre britannique de l'agriculture a établi un plan quadriennal.

Tout le monde dresse des plans. Ceux des Américains sont nationaux, continentaux et planétaires.

Il y a dans cet immense travail qui s'effectue sur la surface entière de la terre (il faudrait un volume pour le décrire) et qui atteint aussi bien l'ordre moral que l'ordre politique, social, économique et financier, une raison de plus de penser que l'ère de la paix approche.

Il n'est pas jusqu'à cette liberté, tant décriée par les uns et tant prônée par les autres, dont un célèbre publiciste britannique, M. Edward H. Carr a pu écrire dans ses " Conditions of Peace " qu'elle était devenue un " slogan conservateur ".

4. Déclarations de principe.

La fin du premier conflit mondial a été hâtée par la proclamation des quatorze points du président Wilson. Ils ont rencontré une sorte d'assentiment général, car ils ont recueilli l'approbation aussi bien des puissances alliées que celle de l'Entente.

Nous avons consacré le premier chapitre de notre esquisse de janvier aux déclarations de principe qui ont été formulées, cette fois-ci également, par le Pape à Noël 1939, 1940, 1941 et 1942 ; par le président Roosevelt et par M. Winston Churchill le 14 août 1941, sous le nom de Charte de l'Atlantique.

Le fait que l'armistice du 11 novembre 1918 et surtout que le traité de paix du 28 juin 1919 ont été rédigés souvent au mépris des quatorze points ; le fait également que le blocus a été maintenu six mois après l'armistice ont ébranlé la confiance de l'Allemagne dans la parole des hommes d'Etat anglais et américains.

L'effet des déclarations de principe risque donc d'être moindre aujourd'hui qu'il y a vingt-cinq ans.

D'ailleurs depuis la proclamation par le Président Roosevelt des quatre libertés fondamentales et depuis celle de la Charte de l'Atlantique, aucun nouveau principe n'a été mis en avant par les chefs des nations unies, à l'exception d'un seul, énoncé après la Conférence de Casablanca, celui de la reddition sans condition.

La situation est donc à cet égard moins favorable pour le moment tout au moins qu'en 1918; d'une part, en effet, l'Allemagne, l'Italie et le Japon éprouvent de la méfiance à l'égard des propositions éventuelles des alliés, et, d'autre part, les nations unies sont convenues entre elles d'exiger la capitulation de leurs adversaires et elles l'ont annoncée au monde entier.

5. De quelques projets concrets.

Ils ne sont pas encore très nombreux et nous ne sommes évidemment qu'au début de l'ère " américaine ".

L'ère britannique, celle qui s'étend de 1940 à 1942, n'a guère été marquée que par la création de l'" Interallied Post-War Requirements Bureau ", en septembre 1941 ; du " Central and Eastern European Planning Board ", en janvier 1942. Comme son nom l'indique, ce dernier organisme élabore des plans de reconstruction pour l'Europe centrale et sud-orientale.

Les Anglais ont également inauguré, en novembre 1942, une conférence interalliée de l'instruction publique, qui semble être le démarquage, d'une part, d'une initiative prise voici bien des années déjà, par le Bureau international d'éducation de Genève, et, d'autre part, par l'Institut international de coopération intellectuelle.

A part ces trois organismes interalliés, nous ne voyons guère en Angleterre comme autres contributions officielles à l'après-guerre que le plan Beveridge, que son auteur et ses conseillers ont mis deux ans à élaborer et qu'il appartient maintenant au gouvernement de traduire en projet de loi, et le plan Keynes, document préparatoire en vue d'une conférence qui sera sans doute convoquée, le moment venu, aux Etats-Unis.

Le plan agricole et celui pour la reconstruction des cités bombardées sont d'intérêt strictement national.

La politique suivie par les Etats-Unis d'Amérique, dont l'entrée en scène est beaucoup plus récente, est fort différente. L'ensemble en a été esquissé par le président Roosevelt, le 19 mars 1943, à sa conférence de presse, lorsqu'il annonça

que " peut-être six conférences des nations unies seraient convoquées pour examiner les divers aspects des problèmes d'après-guerre ".

" Les plans, ajoutait le président des Etats-Unis, sont déjà en voie d'établissement pour la conférence sur la production et la distribution des vivres. " (Cette conférence s'est, en effet, réunie trois mois plus tard ; elle a siégé à Hot Springs (Virginie) du 18 mai au 8 juin).

Le président Roosevelt a poursuivi en ces termes : " Il y aura aussi probablement une réunion sur les secours d'après-guerre ". (A l'heure qu'il est, cette conférence est, elle aussi, convoquée ; elle doit se tenir en août 1943 ; le programme en a été élaboré par le bureau de M. Herbert Lehman, et il a été communiqué, le 11 juin, aux Etats invités).

M. Roosevelt a continué ainsi : " Il pourrait y avoir, en outre, trois ou quatre autres conférences principalement dans le domaine économique et financier ".

Au début de juillet, le programme initial du chef de l'Etat américain s'était passablement développé. Sous la signature du professeur Imre Ferenczi, le "Journal de Genève" publiait, le 7 juillet, un article dont voici la conclusion :

" Ainsi, les conférences d'" après-guerre " prennent de plus en plus d'ampleur et embrassent les domaines les plus variés : en mai, il y eut 1)* la conférence de l'alimentation ; en août se réunira probablement 2) la conférence de secours et reconstruction, puis successivement 3) celles des communications aériennes, 4) des banques internationales, 5) de la stabilisation de la monnaie, 6) de la santé publique, 7) des matières premières et, peut-être, 8) des migrations. Il devient probable qu'on ne verra pas une seule grande conférence de la paix du genre de celle de Versailles. En effet, une organisation mondiale de la paix, pourvue d'une police internationale, ne saurait en sortir comme Minerve de la tête de Jupiter. Ce qui reste de la Société des Nations n'est guère en vogue aux Etats-Unis. Les conditions qui règneront à la fin d'une longue période d'armistice détermineront si et sous quelle forme certains de ses services seront ressuscités. L'action de secours allié à l'Europe se concrétise ."

*

c'est nous qui numérotions.

Le 15 et le 16 juin, les représentants de 19 puissances alliées ont eu une première réunion avec le Trésor américain. Les délibérations ont porté sur la stabilisation des monnaies. Il est possible que l'on ait également abordé l'examen du plan britannique Keynes et du plan américain White.

Le programme, on le voit, enfle et se précise. Les " trois ou quatre conférences " sont devenues :

Une réunion sur les communications aériennes ;

Une sur les banques internationales ;

Une sur la stabilisation des monnaies ;

Une sur la santé publique ;

Une (peut-être) sur les migrations .

Il est possible que notre impression soit fautive ; nous ne prétendons pas du tout l'imposer ; il n'est pas exclu non plus que nous exagérions l'importance de la chose ; mais nous sommes convaincus, quant à nous, que l'on est en présence d'une politique absolument réfléchie, voulue, habile, et que cette politique consiste à jeter, dès à présent, les bases de l'organisation internationale du monde de demain d'une façon 1) qui ne heurte pas de front le congrès américain et l'isolationisme latent aux Etats-Unis ; 2) qui amène les alliés des Etats-Unis à faire, sous l'empire de la nécessité, des concessions qu'il serait plus difficile d'obtenir d'eux après la conclusion de la paix ; 3) qui placera les non-belligérants, le moment venu, devant des faits accomplis.

6. Horizon politique après la guerre.

L'esquisse du mois de janvier comparait l'horizon politique de 1919, dominé qu'il était par la France et la Grande-Bretagne, (les Etats-Unis étant repris par l'isolationisme, et la Russie consacrant tout son effort à la révolution) avec celui, disons de 1945 ou de 1946, avec son Europe centrale effondrée, ses larges zones d'influence britannique et russe, à l'ouest et à l'est de notre continent, et ses quatre grandes puissances mondiales, manière de gratte-ciel : la Chine, l'Empire britannique, les Etats-Unis d'Amérique et l'Union des Républiques soviétiques.

Aucune des langues parlées en Suisse, à l'exception du français, ajoutions-nous, ne sera plus en usage dans la vie

internationale.

Il semble bien que ce soit dans ce sens-là que la situation évolue, et même plus rapidement que nous ne le pensions.

L'agence Reuter a publié, le 28 juin 1943, l'information suivante :

Les ministres de l'éducation des gouvernements alliés à Londres envisagent un projet pour faire de l'anglais une langue internationale pour servir aux rapports internationaux et à une meilleure compréhension entre les peuples. Un comité d'experts a été nommé pour étudier la question et on escompte que le rapport qu'il soumettra prochainement se déclarera en faveur du plan.

Il n'est pas proposé naturellement qu'une langue mondiale prenne la place des langues existantes, mais que les gouvernements, dans leurs pays respectifs, envisagent l'établissement d'une langue soigneusement choisie comme convenant le mieux pour devenir une langue internationale dont l'enseignement serait obligatoire dans toutes les écoles. On recommande l'anglais parce que c'est la langue la plus parlée, le français et l'espagnol venant ensuite. Le choix de l'anglais provient du fait que c'est la langue commerciale du vingtième siècle, tout comme le latin était le langage commun jusqu'après la Réforme et le français pendant le règne de Louis XIV et pendant plus de deux siècles. A la conférence de la paix en 1919, un précédent fut établi par l'adoption de l'anglais et du français comme langues officielles. Ce précédent fut suivi par la S.d.N.

Ce sont les besoins pratiques de l'avenir que ceux qui recommandent l'anglais comme langue universelle ont à l'esprit. L'anglais deviendrait obligatoire dans toutes les écoles primaires et secondaires, le but étant que les gens de tous les pays apprennent à le parler, le lire et l'écrire.

Il est possible que des objections soient soulevées contre le projet de faire de l'anglais une langue internationale, et ceci surtout de la part des pays qui depuis longtemps se servent du français comme seconde langue. L'incident qui se produisit à la récente conférence des vivres à Hot Springs fut significatif : le délégué français, M. Hervé Alphand, appuyé par les représentants de la Belgique, du Luxembourg, de la Grèce et de Haïti, proposa le français comme langage officiel de la conférence. Après que la motion eut été rejetée à une majorité écrasante, M. Alphand déclara que le scrutin ne devrait pas établir un précédent contre l'usage traditionnel du français. Les gouvernements britannique et américain par déli-

catresse, ne participent pas aux travaux préparatoires entrepris par les gouvernements alliés au sujet de la question d'une langue mondiale.

En même temps qu'une enquête officielle était faite par les gouvernements alliés, des travaux dans le même sens ont été entrepris par des organisations importantes à savoir le " Rotary international of London " et le " London International Assembly ". Ces deux organisations recommandent aussi l'introduction d'un langage mondial et le choix de l'anglais comme tel."

7. Premier schéma des contours politiques de l'Europe.

Nous n'avons pas grand-chose à ajouter aux considérations que développait l' " esquisse " du 8 janvier.

Trois arguments cependant :

1) L'incertitude plane sur les frontières futures de plusieurs Etats de l'Europe, sur celles de l'Allemagne et de l'Italie, par exemple, sur celles de la Finlande, de la Pologne, de la Hongrie, de la Bulgarie, de la Roumanie.

Toutefois, à l'exception des Etats nouveaux créés par l'axe - Croatie et Slovaquie -, l'existence même d'aucun Etat européen ne paraît menacée dans le cas d'une victoire des nations unies. Une réserve doit être formulée en ce qui concerne les trois Etats baltes, Estonie, Lettonie et Lituanie que l'Angleterre paraît avoir abandonnés à leur sort, ce que l'on ne saurait encore prétendre des Etats-Unis.

2) Les plus grandes difficultés qui aient surgi jusqu'à présent au sein des nations unies ont trait aux frontières de l'U.R.S.S., dont les visées peuvent menacer, et le régime politique des Etats voisins, de la Finlande à la Roumanie, et les contours de ces Etats.

Sans aller jusqu'à prévoir une troisième guerre mondiale, comme l'a fait le vice-président des Etats-Unis, M. Wallace, dans son discours du 8 mars sur " les bases chrétiennes de la paix ", une chose est cependant dès à présent un fait: des dissensions ont éclaté au sujet des frontières occidentales de l'U.R.S.S., avec la Pologne notamment.

3) De 1940 à 1942, la Grande-Bretagne a travaillé à réunir les Etats européens en fédérations. Notre rapport du

8 janvier comptait sept groupes : 1) Europe du sud-est (accord gréco-yougoslave du 15 janvier 1942) ; 2) Europe centre-est comprenant l'Autriche ; 3) Europe nord-est (accord polono-tchèque du 23 janvier 1942 ; 4) Europe du nord ; 5) Europe occidentale ; 6) Europe du sud-ouest (Espagne et Portugal) ; 7) Europe du sud (Italie).

Depuis lors, ces vues sur l'Europe ont reçu la consécration du discours du premier ministre de Grande-Bretagne du 21 mars 1943.

En effet, M. Winston Churchill a esquissé, dans son allocution, un plan d'organisation du monde à quatre degrés : au premier, l'Etat national ; au second, le groupement régional ; au troisième, l'ordre continental représenté par un conseil ; au quatrième, une organisation mondiale.

En procédant ainsi, le chef du gouvernement britannique pensait éliminer des conseils continentaux les petits Etats qui ne se voyaient plus représentés que par le truchement du groupe ; il les balayait également du conseil mondial dont quatre grandes puissances faisaient seules partie : la Chine, les Etats-Unis d'Amérique, l'Empire britannique et l'U.R.S.S.

Le monde se trouvait organisé ainsi sur une base hiérarchique. C'était le principe allemand de la " Führerschaft", le principe britannique du " leadership " appliqué à la planète.

Deux événements se sont toutefois produits, depuis lors, qui créent une certaine incertitude quant au plan final : d'un côté, l'Union des Républiques soviétistes fait grise mine à l'idée des groupements régionaux en Europe, surtout à ceux du sud-est, du centre et du nord-est ; de l'autre, les conseils continentaux ont l'air de déplaire aux Etats-Unis qui se trouvent trop évincés par là des affaires d'Europe et de celles d'Asie.

8. Armistice et traité de paix.

Des dispositions mêmes de la ou des conventions d'armistice ; des termes mêmes du ou des traités de paix, rien n'a officiellement transpiré pour le moment.

Cependant, sur ce point, trois considérations nouvelles doivent être développées.

1). Nous avons mentionné le fait, en janvier, que certaines personnes en Angleterre songeaient à séparer nettement les armistices des traités de paix, à rédiger les conventions d'armistice de façon qu'elles puissent durer un certain temps et à profiter du répit pour préparer les traités de paix avec tout le soin nécessaire.

Les experts britanniques, les Nicolson, les Carr, qui ont pris part à la conférence de Versailles, sont rentrés après 1919 assez dégoûtés. A leur avis, les traités de paix avaient été bâclés. Il faut éviter le retour de semblable erreur. L'idée de consacrer longtemps à la préparation de la paix a déjà été émise par M. Harold Nicolson dans son ouvrage : "Quand on faisait la paix", publication remarquable et qui est la meilleure introduction à une grande conférence internationale. La suggestion a été reprise par Carr dans ses "Conditions for Peace".

Depuis lors, cette thèse tend à devenir celle des gouvernements américain et anglais.

Le chargé d'affaires des Etats-Unis en Finlande a parlé au ministre de Suisse à Helsinki d'un délai de cinq ans.

En Angleterre, le groupe parlementaire de Lord Milne (Sir John Wardlaw Milne), soit trente-six membres de la chambre des lords et de la chambre des communes, ont tracé, le 26 mai 1943, les grandes lignes d'un traité de paix. Ce traité, dans leur esprit, " ne pourrait aboutir avant plusieurs années".

Enfin le gouvernement britannique lui-même, lors du débat qui s'est institué, à la mi-avril, à la chambre des lords sur les relations internationales après la guerre, a fait connaître par la bouche de Lord Cranborne, que l'armistice pouvait durer des mois et même des années.

2). L' " esquisse " du 8 janvier relevait l'existence de deux courants en Grande-Bretagne, l'un favorable à une paix conciliante, vraiment pacificatrice, l'autre préconisant des dispositions draconiennes.

Le programme du parti travailliste du 9 février 1940, par exemple, formulait deux principes conçus dans un esprit d'apaisement : " La paix doit être conçue dans l'intérêt bien

entendu de toutes les nations, y compris l'Allemagne " déclarait le point 4 ; " l'Allemagne a droit à la place qu'elle mérite ", point 5.

Or, à la réunion annuelle du parti travailliste, qui s'est tenue du 14 au 18 juin 1943, la tendance dite " Vansittard " ou " Eden " a marqué des points.

La durée des hostilités, l'âpreté plus ou moins grande des dernières batailles, les armes qui auront été utilisées pour finir, tout cela jouera un rôle et influera sur le caractère de la paix.

Bornons-nous, pour le moment, à constater que la cote d'une paix, telle que la souhaite le St-Siège, ou telle encore que le parti travailliste l'envisageait il y a trois ans, est plutôt en baisse.

3). L'intervention des Etats-Unis dans le domaine de l'après-guerre, telle qu'elle se manifeste depuis six mois, risque d'enlever beaucoup de son importance à la conférence de la paix.

Si le mouvement qui se dessine en Amérique, surtout depuis mars dernier, et qui tend à organiser le monde pendant la guerre, continue, comme les intentions du Président Roosevelt permettent de le supposer, les traités de paix n'auront guère autre chose à faire qu'à définir le statut des pays vaincus. Le règlement général des affaires de l'Europe, comme au traité de Vienne, ou des affaires du monde, comme à Versailles, leur échappera.

Sur ce point, comme sur tant d'autres, l'intervention des Etats-Unis peut bouleverser la situation telle qu'elle se présentait il y a six mois.

9. Organisation internationale du monde.

Une organisation à l'échelle du monde succèdera à la guerre.

Rien n'est venu, sur ce point, infirmer nos conclusions d'il y a six mois.

Un projet a même été présenté qui a pour lui le grand avantage d'avoir pour père ou pour parrain le chef du gouvernement britannique. Nous avons désigné le plan à quatre degrés, hiérarchisé, développé par M. Winston Churchill le 21 mars 1943.

Toutefois, là aussi, l'entrée en scène des Etats-Unis a plutôt remis les choses en question.

La société des nations, telle que l'a esquissée le premier ministre de Grande-Bretagne, n'a pas éveillé grand écho en Amérique.

A cette société hiérarchisée, on sent que les Etats-Unis préféreraient quelque chose de plus " démocratique ". Nous avons lu quelque part les expressions de " plan vertical ", pour désigner les conceptions de M. Winston Churchill, par opposition à un " plan horizontal ", qui serait plus en faveur aux Etats-Unis.

Mais il y a plus. Six, sept, peut-être huit conférences internationales vont s'échelonner aux Etats-Unis au cours des mois qui viennent. La première, celle de Hot Springs, a jeté les fondements d'une " administration intérimaire " dont le siège est fixé provisoirement dans le Nouveau Monde.

Il n'est pas absurde de penser que les conférences suivantes vont peut-être suivre cet exemple. Nous pouvons avoir ainsi, à la fin de la guerre, une demi-douzaine d'administrations fonctionnant chacune pour un domaine déterminé.

Mais ne voit-on pas qu'il suffira de les réunir sous un même toit pour avoir un secrétariat de la S.d.N. reconstitué, complet et organisé ?

Berne, le 17 juillet 1943.